

La stratégie européenne de l'Alliance rouge-verte danoise et le Parti de la gauche européenne *

Inger V. Johansen

Membre du comité des affaires européennes de l'Alliance rouge-verte danoise

L'intégration croissante de l'UE menant à plus de néolibéralisme et d'autoritarisme conduit un nombre de plus en plus important de militants et de partis de gauche radicale européens, même au sein de la gauche européenne, à se demander s'il est possible réformer l'UE.

L'Alliance rouge-verte danoise, parti membre du PGE, a toujours considéré qu'une réforme fondamentale de l'UE était impossible.

En Scandinavie, depuis plusieurs décennies, les critiques de l'UE et l'opposition à son égard ont été fréquentes. Ce fut un pilier des politiques de la gauche radicale et cela a contribué à faire du Enhedslisten danois/l'Alliance rouge-verte, créé en 1989, un parti parlementaire en 1994.

En 1972, dans la période qui a précédé le référendum sur l'adhésion danoise à la CEE, s'est déroulée une campagne féroce au cours de laquelle le large centre gauche – à la tête duquel se trouvait le Mouvement du peuple contre la CEE – a fait campagne pour le non. Dès le départ, l'opposition à la CEE était d'abord une question de gauche et progressiste, la CEE étant considérée comme une menace pour la démocratie et l'État-providence. Ces questions sont restées longtemps essentielles dans la critique danoise de la CEE/UE.

63,4 % des électeurs ont voté oui et 36,6 % non au référendum sur l'adhésion en 1972. Mais, par la suite, le vote non – 50,7 % – au référendum sur le

* Alliance rouge-verte [Red-Green Alliance, RGA] ; en danois : Enhedssten de rød-grønn [la liste de l'unité - les rouges et verts].

traité de Maastricht en 1992, puis en 2000 sur l'adhésion à l'euro – 53,2 % – a montré un sentiment populaire critique constant à l'égard de la CEE/UE. Cela s'est encore accru avec la crise économique et celle de l'euro ainsi qu'avec les politiques d'austérité. L'opposition à l'adhésion à l'euro est actuellement (automne 2013) d'environ 70 %.

Ce chiffre s'explique aussi par la hausse des critiques à l'égard de l'UE à droite au cours des dernières années – parmi les conservateurs, le nouveau parti de l'Alliance libérale et le Parti populaire danois d'extrême droite (DF) pour qui la démocratie nationale mais aussi la protection sociale et le refus d'accueillir les étrangers sont des questions importantes.

Succès de la Alliance rouge-verte et son opposition à la CEE/UE

Le succès initial de Enhedslisten/l'Alliance rouge-verte est étroitement lié à son opposition à la CEE/UE.

Constitué en 1989 en tant qu'alliance électorale entre le Parti communiste danois (DKP), les socialistes de gauche (VS) et le Parti socialiste des travailleurs (SAP - trotskiste, IV^e Internationale), l'Alliance rouge-verte a remporté six sièges au parlement danois lors des élections législatives de 1994. C'est largement dû à la forte contribution de l'Alliance rouge-verte à la campagne contre le traité de Maastricht en 1991-1992 et plus tard à son opposition ferme à l'affaiblissement du traité par l'introduction de quatre *opt-out*¹ dans l'accord d'Edimbourg – une tentative évidente de vendre le traité à l'électorat danois qui a fini par approuver l'accord lors d'un référendum en 1993.

Comme le Parti populaire socialiste (SF) est passé du rejet du traité de Maastricht au vote oui sur l'accord d'Edimbourg, il a été désavoué par un grand nombre de ses électeurs qui ont voté pour l'Alliance rouge-verte lors des élections législatives de 1994, et ont ainsi assuré à l'Alliance rouge-verte une représentation au *Folketing* danois (Parlement). C'est encore le cas aujourd'hui.

Malgré le basculement progressif du SF en un parti pro-UE, le résultat des élections au Parlement européen en 2009 a montré que la critique de l'UE et l'opposition à son égard sont toujours très fortes dans la gauche danoise : on a estimé que l'électorat du Mouvement populaire était composé d'environ 20 % d'électeurs sociaux-démocrates, 20 % d'électeurs SF, et 20 % d'électeurs Alliance rouge-verte – Les électeurs du centre bourgeois constituant le reste (avec une certaine incertitude)².

Le meilleur candidat du Mouvement populaire aux élections au Parlement européen était Søren Søndergaard, membre et ancien député de l'Alliance rouge-verte, qui est actuellement député européen associé au groupe GUE/NGL au Parlement européen.

Pour l'Alliance rouge-verte, il est impossible de réformer l'UE

Pour beaucoup, tant au sein de l'Alliance rouge-verte qu'à l'extérieur, la crainte de voir un affaiblissement de l'État-providence danois par la CEE/UE semble devenue réalité avec les politiques économiques néolibérales menées depuis les années 1990 – avec des coupes dans les budgets publics sociaux liées à l'adaptation aux critères de Maastricht, que le gouvernement social-démocrate de l'époque a appliqués consciencieusement dans l'espoir que le Danemark rejoindrait ultérieurement l'euro mais surtout avec les politiques actuelles d'austérité, qui ont laissé l'État-providence danois en loques.

Le Danemark étant en dehors de la zone euro, l'actuel gouvernement social-démocrate danois n'était pas obligé de suivre les politiques d'austérité de Merkel et d'adhérer au pacte budgétaire, mais il a néanmoins choisi de le faire. Le gouvernement a ensuite subi un sérieux revers dans les sondages quand on a vu qu'il trahissait ses promesses électorales en poursuivant des politiques attaquant l'État-providence.

Le rejet de l'UE par l'Alliance rouge-verte s'appuie essentiellement sur le fait que les fondements de l'UE – les traités, les institutions et les règles – en font une UE fortement néolibérale et impossible à réformer. Les fondements politiques de l'UE sont en complète contradiction avec les visées des partis socialistes pour le bien-être et la justice sociale, l'antimilitarisme, le féminisme, la transformation verte équitable, etc.

Au cours des 20 dernières années, le revirement des sociaux-démocrates en faveur du néolibéralisme et de la concurrence est dû à leur acceptation des traités et des politiques de l'UE, ce qui ne laisse pas d'autre choix que de poursuivre l'intégration. L'intégration européenne a fait de la social-démocratie une variante de la famille des partis néolibéraux. Tout en favorisant et en soutenant les petits pas progressistes au sein de l'UE, l'expérience concrète de l'Alliance rouge-verte est que l'intégration européenne renforce le néolibéralisme et la centralisation autoritaire.

Des routes différentes vers une Europe différente

L'Alliance rouge-verte pense que la seule voie pour la gauche est de travailler à la construction d'alternatives progressistes à l'UE. Depuis le début, l'Alliance rouge-verte considère que quitter l'UE est une étape pour la construction d'une autre Europe et finalement du socialisme. Mais proposer un référendum sur l'adhésion à l'UE dépend de la situation concrète - par exemple si les mesures nécessaires pour une plus grande intégration européenne sont gravement préjudiciables et si le peuple s'y oppose fortement et qu'il ne reste aucun autre choix que de choisir de quitter l'UE.

En tant que parti très internationaliste, dès ses débuts, l'Alliance rouge-verte a déployé des efforts considérables pour construire une coopération de

la gauche européenne et des partis d'autres régions du monde. Elle considérait que c'était essentiel à l'élaboration d'alternatives européennes. Elle pensait qu'on pouvait construire une alternative progressiste de gauche entre les partis européens de gauche, en dépit de positions différentes sur la CEE/UE, dans la mesure où, dans le même temps, il y avait consensus sur les politiques économiques et sociales concrètes ainsi que sur les exigences et les perspectives à plus long terme. Tous les partis européens de gauche radicale travaillaient plus ou moins à la même alternative.

L'Alliance rouge-verte a organisé un certain nombre de conférences importantes sur la CEE/UE au cours des années 1990, lorsque la coopération de la gauche radicale n'était pas aussi développée qu'aujourd'hui. Elle a invité les partis de gauche et les mouvements politiques et sociaux progressistes de toute l'Europe à y participer. Après avoir été observateur puis membre du Forum de la nouvelle gauche européenne (New European Left Forum, NELF) pendant quelques années (le NELF n'existe plus), il était naturel qu'elle pose sa candidature pour être observateur puis membre de la Gauche européenne.

Le projet de l'Alliance rouge-verte consistant à mener l'action pour une autre Europe était aussi celui de la gauche européenne ; c'était en effet un dénominateur commun des politiques et des objectifs non seulement des partis de gauche mais aussi du Forum social européen et de nombreux mouvements.

Composée de partis de gauche, à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE, il était naturel au sein de la gauche européenne de considérer que cela pouvait permettre de rassembler les partis de gauche travaillant à des alternatives à l'UE et d'autres qui ont cru que réformer l'UE pourrait conduire à des alternatives progressistes – il s'agissait de routes différentes vers une Europe différente.

De même, pour l'Alliance rouge-verte, l'expression « refonder l'Europe » – qui a différentes interprétations – implique à la fois un changement fondamental au sein de l'UE et l'élaboration d'une alternative à l'échelle européenne.

Alternatives stratégiques de l'Alliance rouge-verte

Comme c'est le cas pour les autres partis de la gauche radicale européenne, la vision stratégique de l'Alliance rouge-verte pour une Europe différente est peu développée. Elle considère que c'est un moyen de construire le socialisme – en introduisant des réformes et des mécanismes démocratiques qui permettront de renforcer les outils nécessaires pour construire le socialisme : protection sociale, justice sociale, égalité, transformation verte, etc. – mais ce n'est pas le socialisme.

Il y a une dizaine d'années, une brochure en anglais a été publiée sur la politique européenne de l'Alliance rouge-verte : « L'Europe sans l'Union européenne - Vers une Europe alternative démocratique ». Cette brochure montre

comment on pourrait construire une coopération différente en développant des conseils régionaux ou paneuropéens de coopération à partir d'organisations comme l'OSCE³ ou le Conseil de l'Europe, le Conseil nordique, etc. Les ONG ou les mouvements populaires interviendraient à un autre niveau de coopération. À titre d'exemple, on envisageait qu'un Conseil européen de l'environnement travaille à la lutte contre la pollution et à la transformation verte notamment en introduisant des normes minimales, mais aussi, dans certains cas, par des prises de décision supranationales.

Développer cette coopération alternative en Europe semble exiger un retour en arrière ou un démantèlement de l'UE.

Comment changer l'UE ?

Les partis de gauche et les militants favorables à l'intégration européenne considèrent généralement que le changement progressiste de l'UE dépend du changement du rapport de forces. Mais les institutions et les règles de l'UE ont été élaborées pour sécuriser le capitalisme néolibéral et résister à un changement démocratique. C'est ce qui a entraîné une forme de régime autoritaire de l'UE.

Les forces progressistes ont proposé des réformes des institutions de l'UE, telles que transférer davantage de pouvoirs au Parlement européen, réduisant ainsi les pouvoirs de démantèlement de la Commission européenne. Mais ce transfert de pouvoirs des parlements nationaux ne résoudrait pas le problème de remise en cause de la démocratie, puisqu'il s'agirait d'un transfert de pouvoirs des parlements nationaux. Les changements des rapports de force au sein de petits États membres de l'UE n'auraient aucune chance d'influencer les politiques économiques et sociales de l'UE, dans la mesure où leur représentation au sein du Parlement européen est microscopique et que les pouvoirs de décision sur les questions politiques et économiques essentielles des parlements nationaux s'affaibliraient encore. Des mouvements populaires plus forts pourraient permettre des changements de rapports de forces dans les grands États – comme l'Allemagne, la France, etc. Mais ce ne serait pas considéré comme très démocratique par les peuples des petits États. Ce serait la porte ouverte à l'instabilité et aux conflits.

La progression soudaine des mouvements sociaux et politiques en Europe du Sud au cours des dernières années, dans le contexte de la crise économique et de celle de l'euro, montre ce qui pourrait alors se produire. Cela ressemble, à certains égards, aux insurrections de 2011 en Afrique du Nord où une situation sociale désespérée et l'impossibilité de changer la situation du fait du manque de démocratie ont conduit à des soulèvements et à des révolutions.

Si l'on imagine une pression plus forte et coordonnée des partis de gauche et des mouvements progressistes au sein de l'UE, les dirigeants au pouvoir pourraient accepter des compromis dans les traités néolibéraux.

Mais avec l'autoritarisme croissant de l'UE au cours des dernières années utilisé pour développer le néolibéralisme et l'austérité, en bafouant la démocratie, il semble qu'un revirement presque impensable et irrésistible de la lutte de classe, mais aussi une confrontation avec l'Union européenne telle qu'elle est, pourraient créer les conditions d'un changement fondamental. ■

Notes

- 1) Exceptions.
- 2) Folkebevægelsens stemmer til EU-valget 2009: "Valgstatistik fra EP-valg". L'analyse est basée sur 3 sondages : un sondage sortie des urnes le jour des élections européennes, 3 enquêtes d'opinion et 3 652 réponses à une enquête séparée.
- 3) Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

